
Allocution de Juan Somavia
Directeur général du Bureau international du Travail
à la séance d'ouverture de la 99^e session
de la Conférence internationale du Travail
(mercredi 2 juin 2010)

En premier lieu, permettez-moi de remercier M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, pour son discours tellement stimulant qu'elle vient d'adresser à la Conférence. M^{me} Leuthard a soulevé un certain nombre de sujets de fond et de gouvernance, sur lesquels nous devons certainement nous pencher.

La session de 2010 de la Conférence internationale du Travail, qui est la 99^e, nous rassemble à un moment où le tripartisme et le dialogue social sont mis à rude épreuve à cause de la crise permanente de l'emploi et d'une reprise incertaine et souvent faible.

Ceci est aggravé maintenant par la réaction soudaine des marchés financiers qui font pression sur des pays d'Europe extrêmement endettés pour qu'ils réduisent leurs dépenses, notamment leurs dépenses sociales, et ceci a des répercussions sur d'autres pays. Les tensions sociales continuent de croître. Il y a déjà eu beaucoup de colère et de frustration à cause d'une reprise faible en emplois. Aujourd'hui donc, notre culture du dialogue social fondé sur le respect des droits des travailleurs est plus nécessaire que jamais.

J'aimerais tout d'abord aborder l'ordre du jour de la Conférence.

Le cœur de la Conférence est, comme toujours, la Commission de l'application des normes. C'est un travail vital et parfois sujet à controverse mais chaque année nous parvenons à des conclusions solides qui aident les mandants à trouver le moyen de progresser dans la réalisation de leurs engagements.

Cette année, nous avons la possibilité de renforcer ces engagements avec de nouvelles normes sur le VIH/sida dans le monde du travail. Cela renforcera notre contribution à l'accès universel à la prévention du VIH, au traitement, à la prise en charge et au soutien, pour que les gens conservent leur emploi, pour lutter contre la discrimination et pour assurer la protection et le bien-être de tous les travailleurs, hommes et femmes.

Nous ouvrons aussi une discussion sur une nouvelle norme concernant les travailleurs domestiques qui porte sur la situation de cette catégorie de travailleurs. Très vaste et importante, elle est souvent «invisible» et très vulnérable. Ce sont surtout des femmes. Je suis convaincu que la société dans son ensemble profitera de cette initiative historique qui a suscité l'intérêt partout dans le monde.

Intensifier la lutte contre le travail des enfants, et s'opposer aux vents de la crise économique mondiale, c'est le sujet du Rapport global en vertu de la Déclaration de 1998. Récemment, lors d'une conférence internationale organisée par les Pays-Bas – et d'ailleurs j'en remercie vivement le gouvernement néerlandais – un engagement a été pris sous la forme d'une feuille de route pour l'élimination du travail des enfants d'ici à 2016. Maintenant, nous devons redoubler d'efforts pour arriver au bout.

Je sais que c'est difficile. Le rapport global indique que le travail des enfants a diminué mais que cette baisse s'est ralentie. Il est nécessaire de faire beaucoup plus pour lutter contre ce fléau, car aucune famille, où que ce soit, ne veut voir ses enfants travailler. Les parents veulent que leurs enfants aillent à l'école. Et les parents doivent aussi avoir des possibilités d'emploi. C'est ainsi que le problème sera résolu.

La Conférence va examiner la façon dont on pourra harmoniser au mieux le suivi de la Déclaration de 1998 sur les principes et droits fondamentaux au travail, avec la Déclaration de 2008. Voilà qui annonce un nouveau défi pour le BIT et les rapports qu'il doit élaborer.

Il y a aussi un rapport sur l'exécution du programme, qui donne des informations détaillées sur les résultats qui ont été obtenus en 2008-09. Alors que nous commençons à élaborer le prochain programme et budget, vous pouvez nous aider à fonder nos propositions pour les difficiles années à venir, à les fonder sur votre expérience et vos priorités.

Mon rapport sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés présente la réalité quotidienne difficile de l'occupation, avec des tensions très vives et une souffrance qui reste très répandue. Je salue l'immense dignité, la persévérance et la conviction politique du peuple palestinien qui avance, nous l'espérons, en tant que nation unifiée, vers un Etat palestinien. Le renforcement des institutions de l'Autorité palestinienne sur la Rive occidentale est un progrès que nous saluons.

A l'instar du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, je déplore les événements inacceptables qui ont eu lieu cette semaine au large de Gaza et qui, encore une fois, montrent que les conflits non résolus dans la région peuvent exploser facilement et se solder tragiquement par des pertes humaines. Comme le souligne le rapport, en raison du bouclage et du blocus de Gaza, les hommes et femmes, les entreprises, les familles palestiniennes restent circonscrits à des stratégies de survie très difficiles. Dans le cadre du suivi de la Déclaration de 2008, il a été demandé d'inscrire une question récurrente à l'ordre du jour de la Conférence pour nous permettre «de mieux comprendre la situation et les besoins divers des Membres en rapport avec chacun des objectifs stratégiques, et d'y répondre de manière plus efficace».

Cette année, nous allons commencer par des politiques de l'emploi qui visent à mieux définir leur contribution à la justice sociale pour une mondialisation équitable, en tant qu'éléments d'une approche intégrée du travail décent. La commission concernée est très importante car l'objectif est de recenser les priorités qui doivent être celles de l'Organisation à l'avenir, y compris les ajustements à apporter aux programmes et aux activités de renforcement des capacités, et des sujets éventuels pour les futures sessions de la Conférence. Ceci sera facilité par l'étude d'ensemble de cette année qui porte sur les instruments relatifs à l'emploi. La discussion sur l'emploi aura lieu dans le contexte de la crise en cours de l'emploi et du besoin de garantir une reprise riche en emplois. C'est le sujet de mon rapport sur la reprise et la croissance sous le signe du travail décent.

La situation est critique, l'OIT a la responsabilité à chaque session de la Conférence de traiter des questions clés qui sont liées à la vie quotidienne. J'ai donc examiné en détail les différents sujets que nous allons traiter. Nous devons le faire avec soin et nous devons pouvoir obtenir les résultats que le tripartisme permet car c'est grâce à ce travail que l'OIT est ce qu'elle est devenue aujourd'hui.

J'aimerais donc parler du contexte dans lequel nous agissons aujourd'hui et je vais commencer par nos activités de riposte à la crise. L'instabilité croissante des marchés financiers tout au long de 2007 a abouti au crash de septembre 2008 et conduit l'économie mondiale à une grave récession qui s'est poursuivie pendant une bonne partie de 2009. Comme vous le savez, la réponse politique a été sans précédent, exceptionnelle.

Des mesures de renflouement considérables ont été prises pour sauver le secteur financier. Des mesures de relance ont permis d'accroître de quelque 2 pour cent la production mondiale, comme l'avait demandé le Directeur général du FMI. Les

gouvernements et les marchés financiers ont approuvé cette démarche car elle permettait de sauver le système financier mais aussi d'empêcher une rechute.

Nous, à l'OIT, nous avons vu les signes de l'orage. En 2007 et en 2008, déjà, le Conseil d'administration élaborait des politiques pour faire face aux graves conséquences, pour les travailleurs et leurs familles et pour la viabilité des entreprises, d'une dépression mondiale.

L'an dernier, la Conférence internationale du Travail a tenu le Sommet sur la crise mondiale de l'emploi qui a conduit à l'adoption du Pacte mondial pour l'emploi.

Le Pacte est une approche productive et fondée sur l'investissement qui vise à relancer les économies, à retrouver plus vite la croissance de l'emploi et à assurer une protection sociale pour les plus vulnérables.

Comme vous le savez, notre étude montre que beaucoup de pays suivent ce cadre d'action et que certains s'inspirent expressément du Pacte.

Le Pacte a été vite approuvé par le Conseil économique et social de l'ONU, par le Sommet du G20 à Pittsburgh, puis par beaucoup d'organes régionaux et internationaux.

Au début de cette année, une reprise fragile de la production, maintenant plus forte en Asie et en Amérique latine, a semblé se dessiner mais sans création d'emplois notable. Cette reprise est fondée essentiellement sur des plans de relance publics, et le secteur privé est resté faible dans la plupart des pays développés.

En avril de cette année, les ministres de l'Emploi et du Travail du G20 ont approuvé à Washington une recommandation pour accélérer une reprise riche en emplois qui se fonde sur le Pacte et les analyses du BIT.

La même semaine, les ministres des Finances du G20 ont dit que la plupart des pays devraient poursuivre ces mesures de relance en 2010 mais commencer à prévoir des stratégies crédibles de sortie à partir de 2011 qui soient liées à la reprise du secteur privé. Le moment et le contexte reflétaient la situation particulière des pays.

Il y a six semaines, il y a eu une approche internationale coordonnée qui a recouru à des mesures anticycliques solides pour sauver le système financier et éviter le risque d'une dépression causée par la crise financière, avec l'accord total des gouvernements, des employeurs et des marchés financiers, alors que les travailleurs se préoccupaient de la stagnation de l'emploi.

L'approche du Pacte mondial de l'OIT était ancrée dans cette stratégie globale.

Nous avons insisté sur le fait qu'il n'y a pas de reprise durable sans reprise de l'emploi. Nous étions encore très préoccupés par la question de savoir si les mesures permettraient de créer suffisamment d'emplois, mais nous avions le sentiment que l'orientation générale était la bonne.

Si je décris brièvement la situation, c'est parce que brusquement une nouvelle crise est apparue en ce qui concerne les dettes souveraines. Les pressions exercées par les marchés financiers ont amené un nombre croissant de pays européens à annoncer des réductions de déficit plus rapidement qu'on ne l'estimait judicieux il y a encore quelques semaines. Ces mesures touchent directement les emplois et les salaires.

Le danger immédiat de restrictions budgétaires simultanées dans de nombreux pays, c'est de ralentir la reprise déjà faible en Europe, voire de la ralentir davantage.

Cela aura des incidences négatives, de différentes façons, sur les perspectives de croissance du monde entier. Un effet de contagion ne peut être exclu. Il suffit de lire la presse pour voir comment, dans différents pays, on craint que ce qui se passe en Europe n'ait des répercussions sur d'autres pays. Tournés vers l'avenir, nous devons nous acquitter de nos responsabilités vis-à-vis de l'OIT et identifier les risques qui menacent toutes les régions, cela du point de vue de l'économie réelle que vous représentez, vous tous ensemble. Nous devons contribuer à trouver des solutions viables fondées sur l'équilibre et le dialogue, qui est notre marque de fabrique.

Chaque fois que nous avons vu apparaître une crise mondiale, c'est précisément grâce à notre capacité de dialogue et à notre constitution tripartite que nous avons pu trouver des solutions équilibrées et soumettre des propositions utiles.

Ainsi, aujourd'hui il ne fait point de doute que les problèmes de dette publique et de déficits publics de nombreux pays sont réels et doivent être traités comme un problème national, mais aussi comme un problème de stabilité mondiale. Il est tout à fait légitime de se demander pourquoi ces dettes et déficits publics ont atteint ce niveau. N'oublions pas qu'une partie d'entre eux ont été utilisés pour sauver le système financier et échapper à la dépression. La question est de savoir comment et dans quels délais.

Nous devrions faire face à cette situation nouvelle dans le cadre d'un processus bien ordonné de réduction des déficits et relié à une augmentation soutenue des investissements privés et de la consommation, ce à quoi le G20 et la plupart des pays ont adhéré. D'autres pays, comme l'Australie, mettent actuellement un terme aux mesures de relance car la croissance est déjà revenue. Par ailleurs, d'autres pays (Chine, Inde, Brésil, entre autres) enregistrent une croissance. Par conséquent, il est plus facile de mettre un terme à ce type de mesures lorsqu'il n'y a pas de problèmes d'accès au crédit. La situation diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Je me concentre sur la situation en Europe en raison des répercussions qu'elle risque d'avoir sur d'autres régions.

Les recherches de l'OIT et d'autres entités montrent qu'une réduction prématurée du déficit pourrait ralentir voire enrayer la reprise, ce qui augmenterait le chômage et, à l'avenir, aurait vraisemblablement pour effet de creuser les déficits, en raison de la baisse constante des recettes fiscales.

Au début de l'année, nous avons estimé le nombre de chômeurs dans le monde à 212 millions de personnes, soit le niveau le plus élevé depuis la forte baisse de 2009. Nous espérons que ceci sera le point culminant et que ce nombre diminuera alors qu'il y a des signes de reprise mais, en ce début d'année, nous ne voyons pas de signe de baisse du taux de chômage mondial.

L'amélioration des tendances de l'emploi en Asie et en Amérique latine est annulée par l'augmentation constante du nombre total de chômeurs dans les pays avancés.

Nous savons que ceci n'est que la pointe de l'iceberg, qu'il y a des travailleurs découragés, du travail à temps partiel contraint, du travail temporaire, et que l'économie informelle s'accroît. Nous, en tant qu'organisation tripartite, nous savons qu'il y a encore beaucoup de souffrance dans les familles et les communautés qui travaillent et dans beaucoup de petites et moyennes entreprises.

Afin de traiter de ces questions, nous devons établir une stratégie de convergence bien équilibrée.

Tout d'abord, nous devons garantir une reprise riche en emplois en relançant l'investissement et la consommation dans le secteur privé. Ceci rendra moins nécessaires les mesures de relance publiques et contribuera à réduire les déficits et la dette.

Par ailleurs, la reprise doit passer par une croissance équilibrée, durable et forte. Nous devons être prêts à suivre la voie d'un développement mondial n'excluant personne et d'une mondialisation équitable qui crée des possibilités d'emplois pour tous.

Troisièmement, nous devons remédier aux déséquilibres structurels de l'économie mondiale, qui existaient déjà avant la crise, en ce qui concerne notamment les investissements, la consommation et la dette publique ou privée.

La clé de tout cela, à mon avis, c'est d'avancer dans la réalisation simultanée des trois objectifs, de façon harmonieuse et dans le cadre d'une perspective à court, moyen et long terme. C'est la raison pour laquelle j'appelle cette action «stratégie de convergence basée sur une politique équilibrée» parce que ces trois objectifs sont interconnectés. Il n'y a donc pas tellement de choix. Se concentrer sur une partie du problème n'est pas la solution. Nous devons élargir nos capacités pour intégrer toutes les dimensions qui nous conduiront à une stabilité mondiale à moyen terme.

Les recommandations des ministres du Travail, de l'Emploi et des Finances du G20, lors de leurs réunions à Washington, constituent une contribution importante à cet égard. Le défi principal du Sommet de Toronto du G20 sera de consolider et de réaliser les engagements historiques du Sommet de Pittsburgh dans cette nouvelle situation.

En exprimant la volonté forte d'approfondir leur coopération et leur coordination et en démontrant ainsi leur intérêt commun et leur contribution à la stabilité mondiale, les participants donneront un message puissant en ces temps incertains.

Dans ce cadre, un processus coordonné, équilibré et crédible à long terme pour s'occuper de la dette publique et des déficits devrait être lancé d'ores et déjà en fonction de la situation de chaque pays et dans le cadre d'un modèle international convergent. Le moment et la séquence de l'action sont essentiels. Beaucoup de représentants de pays de l'Amérique latine et de l'Asie se rappelleront les crises récurrentes en Amérique latine et les crises des années quatre-vingt-dix en Asie. Agir trop vite, agir trop compromettre les perspectives d'emploi dans l'économie réelle, et rendra plus difficile la stabilisation des finances publiques, tout en entraînant un risque de retour à la récession. Accroître l'emploi, c'est accroître aussi les revenus et, par conséquent, les recettes fiscales, c'est diminuer les dépenses liées au chômage et, donc, les déficits.

Alors que les mesures de relance sont réduites, celles qui ont l'incidence la plus importante sur la protection des familles vulnérables et sur la création d'emplois devraient être maintenues aussi longtemps que possible.

Dans de nombreux pays, les fonctionnaires sont les premiers touchés par les réductions. Ils partagent le fardeau des ajustements budgétaires. Nous savons fort bien qu'une fonction et des services publics novateurs et efficaces sont essentiels pour une croissance de qualité. Lorsqu'une crise fait que des décisions difficiles sont nécessaires, elles doivent être appliquées équitablement et à la suite du dialogue. Nous avons besoin du secteur financier, qui a été à l'origine de la première crise. Il doit prendre la part qui lui incombe dans le rétablissement des équilibres publics.

En dépit du soutien massif au système financier, les crédits aux entreprises et aux foyers, notamment dans les économies avancées, continuent d'être faibles. Les petites entreprises en sont exclues. L'argent ne va pas à l'économie réelle. Nous avons donc besoin de politiques pour faire circuler le crédit et garantir que le système financier sert l'économie réelle.

A moyen terme, je l'ai dit dans mon rapport, nous devons approfondir le dialogue sur les politiques à suivre et nous mettre d'accord sur l'action à mener dans un cadre axé sur l'emploi, en vue d'une croissance équilibrée, durable et forte.

Ceci nécessitera de s'attaquer à un certain nombre de déséquilibres structurels profonds, au sein des pays et entre les pays, qui compromettront un développement mondial durable. Corriger les déséquilibres de revenus et de possibilités dans le monde est la clé d'une croissance globale plus durable.

Le moment est venu de faire de la création de nombreux emplois la première priorité macroéconomique, concurremment avec une faible inflation et une gestion budgétaire solide. Ces trois objectifs macroéconomiques doivent avoir la même valeur. Nous devons chercher tout particulièrement à accroître l'intensité en emplois de la croissance et promouvoir un modèle de croissance tirée par les revenus, et mettre un terme à la situation actuelle d'accroissement de la dette, avec un rapport plus équitable entre la productivité et les salaires.

Des conditions favorables à l'innovation et aux investissements dans les entreprises durables sont essentielles. Nous devons améliorer considérablement l'aide technique, budgétaire et de gestion aux économies «de taille modeste» sous toutes leurs formes, car ce sont elles qui créent la plupart des emplois.

Dans un monde du travail en mutation permanente, les employeurs et les travailleurs ont besoin d'un cadre politique pour étayer la mobilité de l'emploi et ainsi augmenter la performance de l'ensemble de l'économie.

La formation et le renforcement des capacités sont absolument cruciaux pour augmenter la productivité. Nous devons promouvoir des politiques du marché du travail actives afin d'aider les travailleurs et les employeurs à gérer le changement, à maintenir les niveaux de revenu, à stimuler un retour rapide sur le marché du travail pour les chômeurs, et l'on peut puiser dans un grand nombre de pratiques optimales mises en œuvre par l'OIT en matière de dialogue social.

Permettez-moi de dire que la crise mondiale de l'emploi a sans aucun doute fait reculer les progrès concernant la pauvreté, ce qui risque de créer des cicatrices sociales de longue durée si un effort majeur n'est pas fait pour accélérer la réduction de la pauvreté et le développement, particulièrement en Afrique et dans les pays à faible revenu.

Il est temps d'élargir progressivement un forum de protection sociale dans chaque pays.

Parce qu'il met l'accent sur l'amélioration de la protection sociale de base, le Pacte mondial pour l'emploi est un cadre politique essentiel pour accélérer la mise en œuvre des OMD d'ici à 2015. C'est une approche qui permet de s'affranchir de la pauvreté d'une manière qui permettra aux gens de dire que, en obtenant un emploi de bonne qualité, on peut sortir de la pauvreté.

Permettez-moi de conclure, mes chers amis. Les défis auxquels fait face l'OIT sont donc importants et complexes. Nous avons besoin de toute urgence d'une reprise riche en emplois, mais en poursuivant cet objectif immédiat nous devons également améliorer la qualité de la croissance pour que l'économie devienne plus verte, plus durable et équilibrée à long terme.

La croissance précrise n'a pas apporté suffisamment de travail décent. Nous savions déjà cela et les fractures sociales ont continué de s'élargir. L'économie productive des

entreprises durables a été obscurcie par la croissance d'un secteur budgétaire trop important et trop instable.

Une chose me paraît très importante et fondamentale – l'éthique d'un dur labeur, avec un traitement et une rémunération équitables, en tant que moyen de se positionner dans la vie; le fondement des institutions de marché et des contrats a été gravement sapée par la création de richesses qui de plus en plus n'a plus de rapport avec l'économie réelle.

La stabilité politique, sociale et financière est fondamentale et, en raison de tout ce que j'ai dit, de nombreuses personnes pensent que le secteur budgétaire s'est brisé; certains acteurs du secteur budgétaire ont brisé, selon moi, le contrat social avec la société.

Dans cette période critique qui nous attend, de nombreuses options de politiques publiques et privées nous amèneront à faire des choix. Il faudra choisir entre les valeurs humaines et les valeurs du marché, entre les intérêts du secteur financier et ceux de l'économie productive, entre les secteurs de la société qui supportent le coût de la crise, et voir comment les plus vulnérables pourront être protégés et aidés.

Il y a beaucoup de choix qui nous attendent, et les choix sont un élément de politique mais aussi un élément qui nous mènera au dialogue social. Donc, ce moment est celui d'une direction politique qui doit s'organiser autour des besoins des peuples, des familles et des communautés. C'est aussi un moment pour l'OIT. L'OIT s'est trouvée face à ce type de problèmes auparavant, et nous savons que les choix doivent respecter la dignité du travail et la manière dont ils sous-tendent la stabilité des familles et la cohésion des communautés.

Ces prochaines années seront difficiles pour chacun d'entre nous. Les femmes et les hommes actifs, les entreprises productives et les dirigeants politiques ainsi que le système multilatéral auront des difficultés. Le dialogue social sera plus crucial que jamais.

L'OIT tripartite a, je pense, la responsabilité de jouer pleinement son rôle pour trouver une façon commune d'avancer. Nous devons apporter deux ingrédients essentiels à ce processus: l'équilibre et le dialogue. Je finirai sur ce point.

Je suis certain que ces qualités seront démontrées lors de nos débats au cours de cette Conférence et dans nos efforts conjoints pendant la période qui nous attend car je vous ai vus réagir aux crises auparavant, je vous ai vus traiter de tous ces problèmes et, pour finir, vous aurez peut-être des divergences de fond, mais vous saurez que les solutions équilibrées de l'OIT mèneront à un dialogue équilibré qui sera le fruit de l'échange et auront un rayonnement au-delà de cette salle. Je vous invite donc, une fois de plus, à faire appel à cette énorme capacité de vous rassembler pour faire face à un moment difficile.